[Traduction]

La seule façon dont le gouvernement peut faire taire ces bruits regrettables est de présenter rapidement un nouveau projet de loi incluant les importantes recommandations d'ensemble du comité du droit d'auteur. C'est le moins que méritent les artistes canadiens.

* * *

L'ÉCONOMIE

LES CONSTATATIONS D'UN GROUPE D'ORGANISATIONS ÉCONOMIQUES JAPONAISES

Mme Mary Collins (Capilano): Monsieur le Président, le climat actuel au Canada favorise les investissements étrangers, et les gouvernements fédéral et provinciaux sont tout à fait disposés à les promouvoir. Les relations de travail sont meilleures et on insiste de plus en plus sur les industries technologiques. S'agit-il de vantardises électorales des conservateurs? Non, cette opinion a été émise de l'autre côté du Pacifique dans le rapport publié hier par la prestigieuse fédération d'organisations économiques japonaises, la Keidanren, après sa tournée de dix jours au Canada en novembre dernier au cours de laquelle elle s'est entretenue avec de nombreux dirigeants d'entreprises et de gouvernements d'un bout à l'autre du Canada.

Ce groupe n'était pas venu ici au Canada depuis dix ans. Après cette visite récente, le chef de la mission, M. Kanao, a déclaré qu'il avait découvert un nouveau Canada. Il a prédit que les conditions dans les secteurs de l'économie et de l'investissement sont tellement meilleures qu'il y aura probablement une augmentation des exportations de produits manufacturés vers le Japon, une coopération accrue entre les sociétés de haute technologie des deux pays, et plus d'investissements japonais, surtout dans l'industrie manufacturière canadienne. Nous sommes heureux de constater que ces visiteurs, venus au Canada en observateurs impartiaux, se sont vite rendu compte de notre avenir prometteur.

* * *

L'ENVIRONNEMENT

LA POLLUTION DU PORT DE HAMILTON

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président, une fois de plus, la ville de Hamilton est victime du gouvernement conservateur. Imaginez, le bassin Windermere, qui fait partie du tristement célèbre port de Hamilton, considéré comme l'une des masses d'eau les plus polluées des Grands Lacs, contient des niveaux dangereux de BPC, jusqu'à 68 fois supérieurs à la concentration considérée sans danger.

La ville, les gouvernements régional et provincial sont tous disposés à consacrer des millions de dollars aux travaux d'assainissement nécessaires, mais le ministre de l'Environnement (M. McMillan) est venu à Hamilton, la semaine dernière, prétendre que cette question n'était pas de compétence fédérale. Pourtant, il incombe au gouvernement fédéral de donner suite aux recommandations de la Commission internationale mixte au sujet de l'assainissement des Grands Lacs. En

Article 21 du Règlement

faisant fi de cette situation désespérée dans le port de Hamilton, il force les habitants de Hamilton et de l'Ontario à continuer à boire l'eau du lac Ontario qui est impropre à la consommation. S'il n'a pas peur de la vérité, j'invite le ministre à nous dire pourquoi il a eu une rencontre privée avec deux députés conservateurs et il a écarté la députée de Hamilton-Est alors que le bassin Windermere se trouve dans sa circonscription.

* * *

L'ÉCONOMIE

LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE

M. John Reimer (Kitchener): Monsieur le Président, les indicateurs économiques au Canada sont de jour en jour plus encourageants. On assiste à une augmentation des mises en chantier, des ouvertures de petites entreprises, des permis de construction accordés, des dépenses à la consommation, du tourisme international, de l'investissement étranger et de la valeur du dollar canadien. Par contre, le taux de la Banque du Canada, le taux préférentiel et les taux hypothécaires sont à la baisse.

Certains de ces indicateurs ne sont rien d'autre que remarquables. Il est possible, à l'heure actuelle, d'obtenir des hypothèques de six mois à 7,5 p. 100, un taux qu'on n'avait vu depuis les années 1960 et qui est bien inférieur aux 21 et 22 p. 100 exigés il y a seulement cinq ou six ans. Il faut manifestement reconnaître au gouvernement le mérite d'avoir pris des initiatives éclairées. Des initiatives comme l'annulation du Programme énergétique national et le démembrement de l'Agence d'examen de l'investissement étranger ainsi que la création d'Investissement Canada, une réduction du déficit et une politique de contrôle des dépenses, ne font que renforcer la santé financière du pays et favoriser sa croissance économique. Nous ne pouvons nous arrêter maintenant. Nous devons faire tout en notre pouvoir pour nous assurer que cette tendance se maintienne et que toutes les régions du pays en profitent.

* * *

● (1415)

L'ÉNERGIE

LA DÉRÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DU GAZ NATUREL— LES CONSÉQUENCES POUR LES CONSOMMATEURS

M. Ian Waddell (Vancouver—Kingsway): Monsieur le Président, il faudrait que, à la réunion de vendredi prochain, les ministres de l'Énergie du Canada se penchent sur les tentatives maladroites du gouvernement conservateur pour déréglementer l'industrie du gaz naturel. Les Canadiens auront le plaisir douteux de payer leurs propres ressources plus cher, chez eux, que les consommateurs américains ne paieront le gaz canadien.

A compter du 9 février, la Commission des utilités publiques de Manitoba cherchera à savoir pourquoi Inter-City Gas Corporation veut refiler aux consommateurs privés du Manitoba la note de 60 millions de dollars par année pour le gaz qu'elle achète de la TransCanada PipeLines au coût de 3 \$ les mille pieds cubes. Par ailleurs, TCPL vend du gaz à Houston, dans l'État du Texas, 2,55 \$ les mille pieds cubes.